

LÉANE

---

Note de délibération : 19 / 20

---



besoin de se défendre. L'Irlande et Malte semblent assez protégées, du fait de leur insularité et cela se lit dans leur budget de défense de 0,8% et 0,3% du PIB. À l'inverse, la Pologne, l'Estonie, la Lituanie et la Finlande dépensent bien plus de 2% de leur PIB dans la défense pour tenter de faire face à une potentielle invasion du voisin russe qui se fait de plus en plus impérialiste.

Question 2: Le document 2 souligne le manque d'entreprises d'armement dans l'UE et la faible part de leur production attribuée à l'armement. D'après le document 2, il n'y en avait que 3 sur les 25 premières mondiales, à savoir Leonardo, Airbus et Thales. Si l'on inclut le Royaume-Uni qui se montre coopératif avec l'UE dans le domaine de l'armement, BAE Systems pourrait être comptée. Seuls 51% des revenus de Thales sont liés à l'armement, et 20% de ceux d'Airbus qui construit principalement des avions de ligne. Cela semble bien peu pour une UE qui entend se réarmer depuis début mars 2024.

Question 3: La part limitée des exportations françaises d'armement dans l'UE peut s'expliquer par le peu d'investissement dans la défense des pays européens, et leur préférence pour les armes américaines, à l'image de l'Allemagne qui a acheté 35 avions de chasse F35 aux USA, au lieu de passer commande à la France. Enfin, la France participe beaucoup au peu de défense européenne qui existe, au sein de la PESC (Politique européenne de sécurité commune, 1992). Les autres pays n'ont

pas besoin de lui acheter des armes puisqu'elles les met déjà à disposition lors des opérations communes de défense.

### Dissertation:

Le 6 mars 2025, Ursula von der Leyen annonçait un plan de 800 milliards d'euros afin de réarmer l'Europe. Pourtant, deux jours plus tard, les Pays-Bas faisaient marche arrière par crainte d'une perte de souveraineté qui leur est particulièrement chère puisqu'ils avaient refusé la mise en place d'une Constitution européenne en 2005 aux côtés de la France. Nous touchons ici au cœur d'un frein majeur à l'intégration européenne de la défense, à savoir la perte de souveraineté sur une compétence régaliennne supplémentaire.

En effet, depuis 1951 et la formation de la Communauté européenne de charbon et d'acier (CECA), l'UE s'est surtout construite comme un marché. L'intégration politique, ou la construction européenne est toujours plus délicate parce qu'elle touche aux pouvoirs régaliens des Etats membres tels que le droit de frapper la monnaie, remis en cause depuis 1999 puisque l'union européenne pour la monnaie (UEM) a délégué ce pouvoir à la Banque centrale européenne. De même, depuis les accords de Schengen en 1995, les Etats membres ne peuvent plus contrôler eux-mêmes leurs frontières. Ainsi, le monopole de la violence légitime serait le dernier et le plus d'un mécanisme d'intégration européenne débuté en 1951. L'Europe de la défense fait surtout référence à l'UE de la défense donc, mais la coopération du Royaume-Uni (RU) ou des pays du Sud de la Méditerranée est cruciale, sans compter la menace russe qui plane à l'Est de l'UE depuis l'invasion de l'Ukraine le 22 février 2022.

Se pose alors la question de savoir dans quelle mesure la

mise en œuvre d'une défense européenne devient-elle nécessaire et s'accélère-t-elle, alors même que les États membres craignent d'y perdre une part de leur souveraineté.

. Tout d'abord, l'Europe se montre réticente à avancer dans le domaine de la défense (I), et - se repose donc sur un atlantisme fort (II) mais doit repenser la coopération sur la défense dans un contexte de tensions accrues (III).

L'Europe s'est toujours montrée frileuse quant à la mise en commun de la défense. La construction européenne semblait miraculeuse dans la mesure où elle rapprochait des ennemis de historiques, la France, l'Allemagne, mais aller jusqu'à coopérer dans le domaine militaire semblait impensable. En effet, la Communauté européenne de défense (CED) a été proposée en 1953, et appuyée par le ministre des affaires étrangères d'alors, Robert Schuman, un fervent européeniste. Toutefois, suite à la mort de Staline, dictateur de l'URSS et la présence de troupes américaines sur le sol européens, la CED ne se justifiait pas vraiment. Les Français l'ont donc refusée en 1954, Charles de Gaulle considérant que la France y perdait trop de sa souveraineté. Il fallait parvenir à "faire l'Europe sans défier la France". Et il n'était pas question non plus de voir l'Allemagne réarmée. La toute jeune CECA a donc refusé de coopérer dans le domaine de la défense.

La construction de la défense qui a par la suite été rendue domane peu performante par manque de fonds et de réel besoin de s'armer.

La <sup>place</sup> politique européenne de sécurité et de défense (PESD) a été mise en place en 1992 - lors du traité de Maastricht.

qui institue l'UE.

Elle a été remplacée en 2003 par la PESG, mais c'est surtout la France qui prend part aux missions de maintien de

Numéro d'inscription

Né(e) le

Nom

Prénom (s)

Signature

L É A N E

19 / 20

ecricome

Épreuve : HGGMC

Sujet  1 ou  2  
(Veuillez cocher le N° de sujet choisi)

Les feuilles dont l'entête d'identification n'est pas entièrement renseigné ne seront pas prises en compte pour la correction.

Feuille 02 / 03

Numéro de table 006

la paix. La France a mené dix-sept OPEX et l'opération EUBAM Libye en 2013 par exemple. Cette dernière visait à aider les autorités libyennes à gérer leurs frontières après la chute du dictateur Kadhafi en 2011 (quel'on pourrait d'ailleurs imputer à la France, bien que ce soit démenti). Des fonds sont envoyés et les soldats européens forment les unités libyennes. Mais ces opérations sont souvent là en compétence d'appui de celles des Nations Unies, ici la MINUL. Bien qu'il s'agisse par là-même de protéger les frontières de l'UE en évitant d'important déplacements de population venant de pays en proie à la guerre civile comme la Libye ou la Syrie, les États membres ne semblent pas vouloir y accorder davantage de budget puisque leur sécurité n'est pas directement remise en cause. La construction de l'Europe de la défense demeure donc à ses balbutiements avec la PESC.

Enfin, les États membres peinent à s'entendre sur la méthode à suivre, ce qui ralentit le processus d'intégration. Tout d'abord, la France a pu s'armer en partie grâce à la CEE. En effet, les traités de Rome de 1957 instituaient non seulement la CEE mais aussi EURATOM. La production d'uranium dans l'UE devait être vendue aux membres de la CEE en priorité et Charles de Gaulle a négocié la possibilité de l'utiliser pour un usage civil et militaire. Ainsi, la France a pu

pleinement bénéficiaire de l'uranium belge pour mettre au point la bombe A en 1960 et pratiquant des essais nucléaires en Algérie, une colonie française jusqu'aux accords d'Évian de 1962. Au contraire, l'Allemagne a toujours vu le nucléaire d'un mauvais œil, que ce soit pour un usage civil ou militaire, craignant la prolifération d'une telle arme.

Des dissensions portent également sur la question de la reconnaissance de l'État palestinien et du soutien militaire à Israël. L'Espagne reconnaît aujourd'hui l'autorité palestinienne bien qu'elle ait été travestie par le Hamas, tandis que l'Allemagne vend toujours des armes à Israël en repentance de la Shoah. D'autres États l'accusent d'armer Benjamin Netanyahu qui bombarde la bande de Gaza depuis le 7 octobre 2023. Si ce débat agite les pourparlers diplomatiques à l'intérieur des États membres, il semble encore plus difficile de s'accorder à l'échelle européenne sur la marche à suivre. Emmanuel Macron a récemment déclaré vouloir reconnaître "un État palestinien sans Hamas", ce qui est une manière de ne pas prendre position puisque ce n'est pas une réalité performative. Ainsi, l'Europe ne semble pas vouloir avancer dans sa construction vers une défense commune.

Si l'UE freine à mettre en commun sa défense, c'est parce qu'elle n'en avait jusqu'ici pas besoin grâce à un fort atlantisme de certains États et la présence de l'OTAN qui assure une protection à tout État membre qui serait attaqué depuis 1945.

L'Europe se repose sur les EUA pour sa défense, ce qui l'empêche de penser sa défense en Europe. Cette coopération avec les EUA est nécessaire (A), à tel point que l'Allemagne la pensait inévitable (B), mais que la France rejette (C).

Tout d'abord, la coopération avec les EUA pour la défense était et demeure une nécessité. En 1945, l'Europe était détruite et la reconstruction nécessitait des fonds immenses qui prenaient le pas sur la défense. En plus du plan Marshall, le fait de pouvoir se reposer sur les EUA pour la défense a permis à l'Europe de se reconstruire en toute sécurité. 21 des 32 membres de l'OTAN sont membres de l'UE, ce qui montre la prégnance de l'OTAN au sein de l'UE. Du point de vue de Vladimir Poutine, entrer dans l'UE serait un premier pas vers l'adhésion à l'OTAN. En effet, la Suède et la Finlande, membres de l'UE, sont entrées dans l'OTAN en 2023 par crainte de l'expansionnisme russe. Le parapluie nucléaire américain en l'absence de partage de la protection nucléaire française ou britannique. La coopération avec les EUA demeure donc tout à fait nécessaire.

Cette coopération est si centrale que l'Allemagne n'envisage pas sa défense autrement qu'au travers de l'OTAN. À titre d'exemple, une ancienne ministre allemande Annegret Kramp-Karner affirmait qu'il était totalement illusoire de faire autrement. La défense allemande devait passer par l'atlantisme. En 2019, lors du traité d'Aix-la-Chapelle réaffirmant l'amitié franco-allemande, l'Allemagne a demandé à ce qu'un préambule rappelant la primauté de l'atlantisme soit ajouté. Le ministre de la défense allemands avait aussi démissionné à l'annonce du plan de remilitarisation de l'Allemagne de 100 milliards d'euros le 27 février 2022 par Olaf Scholz, le chancelier. Enfin, cet atlantisme est source de dissensions avec la France puisque l'Allemagne préfère acheter des armes américaines plutôt que françaises, à l'image des 35 avions de

classe F35 avec partage nucléaire achetés aux EUA pour remplacer ses Tornado défectueux. L'Allemagne voit donc l'atlantisme comme une donnée incontournable de sa défense alors que la France l'a toujours tenu à distance.

En effet, Charles de Gaulle avait à cœur de placer la France comme une troisième voix, ou dans une "niche" d'après l'expression d'Hubert Védrine, entre les EUA et l'URSS. De Gaulle s'était même retiré du commandement armé de l'OTAN afin d'affirmer l'indépendance française. C'est Nicolas Sarkozy qui l'a réintégré en 2012, des décennies plus tard. Par ailleurs, les EUA font concurrence à la France dans le domaine de l'armement, ce qui a tendance à élever le coq français. En 2021, la commande de plusieurs sous-marins conventionnels de l'Australie à la France pour un montant de 8 milliards d'euros a finalement été annulée au profit des EUA, au travers du partenariat AUKUS. L'Australie va d'ailleurs sans doute s'en mordre les doigts puisque le premier versement de 500 millions de dollars a été versé en mars 2025, sur un total de 3 milliards, mais le président Trump ne semble pas connaître la signification de AUKUS, à savoir Australie, United Kingdom, United States, et il se pourrait que les sous-marins ne soient jamais livrés. Aussi, l'Europe gagnera-t-elle davantage de contrat d'armement à l'avenir, peut-être.

Nous voyons donc que si l'UE peine à construire sa défense commune, c'est aussi parce qu'elle a pu, jusqu'ici, se reposer sur ses alliés américains. Toutefois, les crises récentes tendent à remettre en cause ce paradigme stable depuis les années 1950, et l'Europe devra sans doute commencer à vraiment se réarmer.

Numéro d'inscription

Né(e) le

Nom

Prénom (s)

Signature

L É A N E

19 / 20

Écriticome

Épreuve : H G G M C

Sujet  1 ou  2  
(Veuillez cocher le N° de sujet choisi)

Les feuilles dont l'entête d'identification n'est pas entièrement renseigné ne seront pas prises en compte pour la correction.

Feuille 03 / 03

Numéro de table 006

L'Europe de la défense doit donc être repensée et avancer face à des menaces géopolitiques de plus en plus pesantes. Tout d'abord, de nouvelles menaces obligent les États européens à bouger leurs lignes, ce qui passe par un renforcement de la souveraineté européenne sur la défense (B) et la coopération semble s'accélérer cette année, malgré une mise en œuvre qui demeure floue (C).

La guerre en Ukraine a été un véritable bouleversement pour l'UE : la guerre est de retour à ses portes. Trois jours après l'invasion russe, le chancelier Olaf Scholz annonçait une "Zeitenwende", soit un changement d'époque lors duquel l'Allemagne allait devoir sortir de son pacifisme. Dans le même sens, le retour à la Maison-Blanche de Donald Trump a rebattu les cartes puisque depuis des mois avant son élection, le 5 novembre 2024, il arguait qu'il abandonnerait les pays de l'OTAN à leur sort en cas d'attaque, s'ils ne participaient pas plus au budget de l'OTAN. Il exige que les 2% minimum par État soit respectés. Cela a donc petit à petit fait son chemin dans les esprits : les EUA ne seront peut-être plus un allié sur lequel s'appuyer. Le président allemand, Frank-Walter Steinmeier résume le changement de comportement nécessaire face à ce changement de paradigme : "Les Européens doivent cesser de se comporter comme des herbivores géopolitiques dans un monde de carnivores géopolitiques".

Pour faire face à ces tremblements de terre, l'Europe se doit de renforcer sa souveraineté. En 2016, Federica Mogherini, députée européenne, parlait d'autonomie stratégique pour l'UE. L'UE doit donc continuer à commercer avec les autres pays et avec l'OTAN mais en renforçant sa capacité à produire des armes, et à prendre des décisions commune. En 2023, la présidente de la Commission européenne a, à ce titre, formé une commission géopolitique afin de discuter des questions qui s'imposent. L'entreprise KNDS (anciennement Nexter) a augmenté sa production d'armes en France. Elle emploie 3000 personnes dans 2000 dans le Reconnais où sont produits les chars Leclerc et des obus d'artillerie. De façon plus large, l'Allemagne a rassemblé 14 États européens autour du projet European Sky Shield Initiative (ESSI), sans la France. Ce dernier vise à renforcer les capacités anti-aériennes de l'UE à travers de missiles anti-aérien de courte, moyenne et longue portée (Arrow-3, israélien). Cela pourrait permettre de protéger l'Europe d'une éventuelle attaque de drones qui sont la nouvelle arme favorite dans les guerres actuelles en Ukraine ou à Gaza parce qu'ils font beaucoup de dégâts et n'impliquent pas la mort du pilote. À travers ces projets, l'UE tente donc de renforcer sa souveraineté dans le domaine de l'armement.

Enfin, cela semble s'accélérer depuis quelque temps. Tout d'abord, parmi les changements de paradigmes, la France et l'Allemagne tentent de travailler ensemble. En effet, le projet d'avion du futur européen

regroupera les compétences française de Dassault pour construire l'avion SCAF, et allemandes pour le char M60A3. Les drones et les armes cyber seront produits par Airbus, une entreprise européenne, symbole de la DIIP en Europe et de l'intégration régionale. Mais la répartition des tâches de commandement reste encore à décider. Cela va sans doute s'accélérer avec l'arrivée du nouveau chancelier allemand (CDU), Friedrich Merz, qui avant même d'être officiellement nommé s'était montré pro-actif lors des négociations du plan RePowerEU début mars, ce qui avait étonné ses partenaires européens. Il a, par ailleurs, fait en sorte de contourner le frein à l'endettement en Allemagne, afin de financer le réarmement, ce qui marque un réel changement de position de ce pays autrefois attaché à son pacifisme. Ainsi, la pression mise par Donald Trump sur l'Europe et le monde, aura finalement obtenu gain de cause, puisque les États européens dépensent plus dans leur défense. Cependant, cela sera avant tout pour protéger l'UE et non ~~de~~ uniquement l'OTAN. Comme le disait Jean Monnet: "L'Europe se fera dans les crises et sera la somme des réponses apportées à ces crises."

En fin de compte, la mise en œuvre d'une défense européenne est nécessaire face aux guerres qui se profilent aux portes de l'Europe mais elle a longtemps fait face à une résistance des États nationaux, soucieux de conserver leur souveraineté militaire. Toutefois si la crise rapproche tous les membres comme l'arrivée au pouvoir de Donald Trump ou la guerre en Ukraine, les États savent prendre les dispositions qui s'imposent pour se protéger et réveiller l'OTAN qui semblait "en mort cérébrale", d'après l'expression d'Emmanuel Macron.